



Déclaration liminaire – CSA du 7 septembre 2023

En cette rentrée 2023, pour l'UNSA Éducation, les priorités sont d'agir pour l'attractivité de tous les métiers et donc pour la revalorisation et l'amélioration de la qualité de vie au travail, de s'engager pour la mixité sociale et scolaire sur tout le territoire, et de lutter contre la ségrégation scolaire, de valoriser l'École publique et de se donner les moyens de la réussite de l'inclusion scolaire.

Car si l'École continue à fonctionner malgré les attaques et autres procès que nombre de politiques relayés par des médias lui font, c'est bien grâce à l'ensemble des personnels... Mais gare à l'usure et au ras-le-bol qui saisit la profession !

Le "s'épuiser plus pour gagner plus" ou "Pacte" ne peut remplacer la revalorisation de tous les personnels.

Nous voulons aussi transmettre un message important à notre employeur que vous représentez localement Madame la DASEN : **laissez-nous faire notre métier, comme personnel du service public d'éducation, dans la diversité des métiers qui concourent à la réussite de chaque élève.**

Toutes les études ont démontré que les politiques éducatives sont efficaces uniquement quand elles sont appropriées par les principaux acteurs du système éducatif. Ce n'est plus le cas aujourd'hui quand 91% des personnels ne sont pas d'accord avec les choix politiques de leur ministère, dans le dernier baromètre des métiers de l'UNSA Éducation. Alors impliquez-nous, faites confiance au dialogue social, mobilisez les différentes instances locales où tous les partenaires et les acteurs de l'Éducation débattent ensemble du pilotage de notre système éducatif !

Laissez-nous faire notre métier. C'est aussi faire confiance au terrain, reconnaître l'expertise des professionnels, cesser les injonctions, et les annonces sans lendemain qui désespèrent les élèves, les parents et les citoyennes et citoyens qui attendent tant du service public. Quand une mesure est annoncée, on ne peut demander aux corps d'encadrement de la mettre en œuvre alors qu'aucun texte réglementaire n'a été publié. Quand une mesure est annoncée, on ne peut mettre au boisseau la précédente mesure sur le même sujet qui n'a même pas eu le temps d'être appliquée.

Laissez-nous faire notre métier. **C'est donner du temps au temps pour construire des politiques éducatives de long terme.** Expérimenter un dispositif localement, et le généraliser sans l'avoir évalué, c'est ubuesque, et pourtant c'est devenu la norme au sein de notre ministère. Donner du temps au temps, c'est aussi accepter de donner des impulsions, d'accompagner les personnels pour les mettre en œuvre, et faire accepter par l'opinion publique qu'elles ne porteront pas leurs fruits immédiatement.

Laissez-nous faire notre métier. C'est nous donner des outils pour cela, des outils efficaces, pas comme ces applications numériques sans lien entre elles, souvent défailtantes, qui font perdre tant de temps à tous les personnels, quel que soit leur métier, administratifs, enseignante et enseignant, psychologues, personnels d'encadrement, d'inspection, d'éducation, d'accompagnement, de santé, de service social, technique. C'est **dégager des moyens massifs pour assurer de bonnes conditions de travail tant aux personnels qu'aux jeunes qu'ils accompagnent au quotidien, alors que notre bâti scolaire, passoire thermique, énergétique et sonore, devient un des problèmes majeurs de notre système éducatif à l'heure de l'urgence climatique.**

Un dialogue social de qualité sera indispensable pour répondre aux nombreuses attentes des personnels que nous représentons, de la nécessaire revalorisation de tous nos métiers, que nous suivrons avec attention, aux nombreux défis sociaux et éducatifs que notre pays et que le service public devra relever. **Car s'il faut tout un village pour élever un enfant, les personnels éducatifs ont aussi besoin, aujourd'hui, du soutien de la nation pour assurer leur mission.**

Notre nouveau Ministre affiche une forte volonté de pratiquer le dialogue social or le traitement réservé aux représentants du personnel de l'Unsa Education et aux autres manifestants présents à Liffré le jour de la rentrée prouvent le contraire. Chemins et voies interdits, puis cloisonnés sur un trottoir plus haut que le lycée Simone VEIL, nos représentants comme les autres manifestants, pour le moins pacifiques, ont été physiquement et énergiquement poussés et placés à bonne distance du lycée par un nombre impressionnant et disproportionné de policiers. Ils avaient portant beaucoup d'éléments concrets à présenter au ministre de l'éducation nationale sur la réalité de nos établissements et sur la détresse des personnels en Bretagne. Cette rencontre aurait dû être le moment d'interpeler Gabriel ATTAL et Fadila KHATTABI sur les nombreux sujets qu'ils auront à traiter pour répondre aux difficultés que notre école affronte, tel que la nécessité absolue d'ouverture de places en structures spécialisées pour accueillir les très/trop nombreux élèves qui devraient en bénéficier.

Cette visite et son déroulement auront permis de nous rassurer sur un point : il y a de l'argent à dépenser. Les 12 fourgons de CRS pour 50 à 100 manifestants en sont la preuve. Toutefois, nous regrettons que le gouvernement n'utilise pas cet argent pour l'amélioration des conditions de travail de nos collègues et l'amélioration de la prise en charge de nos élèves.

Dernier point, Le SE-Unsa a donné consigne aux personnels de ne pas imprimer ni de distribuer aux familles les flyers du ministère "Ce qui change pour votre enfant à la rentrée" dont les infos diffusées sont imprécises pour certaines voire erronées ou mensongères pour d'autres. Le métier des enseignants n'est pas d'assurer la propagande de quelque politique que ce soit. Leur métier est bien de permettre aux esprits de s'émanciper et non d'être des agents de propagande.

Pour l'Unsa Education,

Anne SEVEN.